

Philippe MAZAIRE*

* Ce texte est extrait du journal ronéotypé strasbourgeois "GROS SEL".

MAI OU L'IRRUPTION DES COUCHES MOYENNES

DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

En France, à la fin du siècle, trois travailleurs sur quatre appartiendront au tertiaire et les ouvriers et paysans eux-mêmes verront leur travail se modifier profondément. L'explosion universitaire n'est qu'un aspect de cette révolution industrielle dont E. Mandel essaie de dégager les répercussions sur le milieu étudiant. Les techniciens, les ingénieurs, les blouses blanches ou tout simplement les "mensuels" qui travaillent dans le secondaire et, bien sûr, la majeure partie du tertiaire forment désormais une couche sociale, "les couches moyennes", en voie d'homogénéisation. Un certain nombre de cadres de l'industrie et du tertiaire ont partie liée entièrement avec l'idéologie du capital dont ils partagent les profits. Une petite frange de techniciens et de contremaîtres, le plus souvent enfermés dans un appareil syndical qui ne leur laisse guère le choix, participent pleinement aux luttes du mouvement ouvrier. Mais, entre les deux, il reste une masse énorme, les couches moyennes, qui ne se reconnaissent pas entièrement dans les luttes de la classe ouvrière et qui entrent souvent en contradiction d'intérêt avec la bourgeoisie.

Par ailleurs, en mai, deux fractions de ces couches moyennes ont fait irruption dans les luttes du mouvement révolutionnaire les étudiants et les blouses blanches. Leurs luttes, leurs mots d'ordre, leurs motivations n'étaient pas celles du mouvement ouvrier. Faut-il les condamner comme l'a fait la CGT ? Faut-il se limiter à parler vaguement de liaison étudiant-ouvrier sans reconnaître la spécificité des deux mouvements dans une lutte **commune et en donnant aux étudiants et aux techniciens un rôle d'appoint aux luttes du mouvement ouvrier comme l'a fait en pratique la CFDT (ses déclarations étaient plus correctes) ? C'est le but de cet article de proposer quelques pistes de réflexion qui ne se veulent pas définitives étant donné l'état peu avancé de la question**

PETITE BOURGEOISIE ET "COUCHES MOYENNES"

Quel rôle jouent ces couches moyennes en plein développement ? Il est bien certain que les analyses de Marx, qui n'avait pas prévu ce développement et qui envisage surtout la petite bourgeoisie commerçante et artisanale, ne peuvent suffire...

... Pour Marx, le petit bourgeois, coincé entre les ouvriers qui produisent de la plus value et les possesseurs des moyens de production, devait disparaître. Il n'avait plus de place dans le développement des forces productives. Mais si, de fait, le petit bourgeois tend à disparaître, l'homme du tertiaire, qui se situe à un des échelons de la hiérarchie de la bureaucratie ou des organisations de service, prolifère. L'homme du tertiaire est de plus en plus un salarié. Par ailleurs, les emplois industriels requièrent de plus en plus une qualification élevée. Et les mensuels refusent de se faire appeler "ouvriers".

Les récents mouvements de protestations dans les milieux artisanaux et commerçants ont un aspect purement défensif : cette petite bourgeoisie se sent de plus en plus condamnée par l'évolution de l'économie et des forces productives. Les concentrations, l'apparition de chaînes de commerce et de service les condamnent à terme pour la plupart. Ils se préoccupent

avant tout de la défense de leurs intérêts et deviennent ainsi une masse de manoeuvre pour le gouvernement qui cherche à les satisfaire par des mesures démagogiques ou pour le PC qui y voit une couche anti-monopolistique. Rares sont ceux qui rejoignent le prolétariat. Mais leurs fils le font !

Il faut, en effet, noter que l'élargissement du recrutement étudiant provient en grande part de ces couches moyennes : près de la moitié. Les conséquences en sont importantes. Il y a d'abord une élévation du niveau culturel de ces couches. Le petit bourgeois n'est pas un intellectuel, son fils aura une bibliothèque. Par ailleurs, le petit bourgeois avait le plus souvent une entreprise indépendante. Son fils sera salarié. Un père commerçant peut être poujadiste et le fils révolutionnaire. Les revenus du père étaient liés à la propriété foncière ou d'un droit et le fils sera salarié. Une fraction d'étudiants et de blouses blanches ont rejoint les luttes du prolétariat, et on a parlé d'une "prolétarisation des couches moyennes".

Si par "prolétarisation", on entend le fait que les couches moyennes rejoignent purement et simplement le prolétariat industriel avec ses traditions revendicatives, sa manière de vivre et ses aspirations, c'est évidemment faux. Mais si l'on entend par "prolétaire" l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail, il est bien certain que la grande majorité des salariés peuvent être considérés comme "prolétaires". Il ne faut pas alors sous-estimer les intérêts objectifs propres à ces nouvelles couches et l'amorce d'une idéologie reflétant leur constitution en couches sociologiquement homogènes.

Les différentes couches sociales ont un rôle à jouer dans le mouvement d'émancipation du prolétariat. Si les ouvriers de l'industrie constituent l'élément moteur, à la fois en raison de leur position stratégique dans le processus de production et de leur plus grande résistance à l'hégémonie culturelle de la bourgeoisie, les couches moyennes, et notamment les intellectuels, occuperont inévitablement une place importante dans l'élaboration et la formulation théorique du mouvement révolutionnaire. Mais les couches moyennes peuvent également mettre en avant des mots d'ordre et des impératifs stratégiques qui leur sont propres et que le mouvement ouvrier ne reconnaît pas immédiatement comme sien. La liaison étudiants-ouvriers ou techniciens-ouvriers doit être considérée à ce niveau. Des intérêts objectifs propres et des contradictions apparaîtront donc naturellement au sein du mouvement révolutionnaire aussi bien dans la période de lutte pour le pouvoir que dans la période de dictature du prolétariat. Vouloir les nier reviendrait à imposer, au nom du prolétariat, la dictature d'une minorité bureaucratique et technocratique. L'hégémonie réelle du prolétariat tout entier exige au contraire que les intérêts propres de chaque couche sociale et leurs aspirations soient l'objet d'un débat politique au sein du mouvement révolutionnaire et de la société tout entière. Mais il ne faut pas cacher que cela ne pourra être réellement possible que parallèlement à l'élévation continue du niveau de connaissance et de conscience des travailleurs.

Quels sont ces intérêts objectifs propres ? Quels sont ces impératifs stratégiques particuliers ? Avant d'aborder cette analyse, il peut être utile de caractériser à grands traits ce qu'est l'idéologie des couches moyennes.

L'IDEOLOGIE DE L'EXPANSION ET DE LA PARTICIPATION

Le développement considérable des forces productives et les innovations technologiques ont opéré depuis quelque vingt ans une profonde mutation du

capitalisme que l'on désigne le plus souvent en parlant de néo-capitalisme et qui se manifeste essentiellement par l'impérialisme monétaire, militaire et culturel du grand capital ainsi que par une intervention de plus en plus accentuée de l'Etat pour régulariser les mécanismes du marché et prendre en charge les coûts collectifs de l'expansion (enseignement, recherche, santé...). Cette mutation du capitalisme a provoqué un changement de son idéologie que partagent de manière peu explicite de larges couches de la société. Je m'inspirerai pour le montrer du livre de Galbraith, récemment traduit de l'américain, "*Le nouvel Etat industriel*". En résumant son hypothèse, on pourrait dire que la loi du profit maximum n'est plus la motivation essentielle des gérants du capital. Leur but est avant tout de faire survivre l'organisation capitaliste en la développant. Stagner pour le capitalisme, c'est disparaître. Ce développement rend nécessaire une certaine marge de profit, mais cette marge est limitée aux besoins du développement du capitalisme...

L'IDEOLOGIE REFORMISTE

...Il est capital de remarquer que les couches moyennes en accroissement constant partagent presque totalement l'idéologie du néo-capitalisme : le développement économique, l'expansion, le progrès. Ce développement réalisera à terme l'égalité de tous devant la consommation par une sur-abondance. C'est le mythe du capitalisme qui rejoint le socialisme ; mythe très répandu parmi les couches moyennes. C'est la voie moyenne du général de Gaulle. La démocratie pour ces couches moyennes, c'est l'égalité des chances formelles et légales pour bénéficier de ce développement et du progrès économique : l'école, la loi, les congés payés, la consommation, la TV etc. Puisque tout le monde peut y avoir accès, la démocratie est.

C'est l'homme unidimensionnel qui caractériserait le mieux ces couches moyennes. Pour lui, la démocratie est la possibilité pour tous de choisir la manière de signifier sa distinction. Il y a bien sûr les signes extérieurs ; l'ancienne culture libérale est également un objet de consommation très recherché (livres, disques). Certains partent à la recherche d'une qualification par les cours du soir. Les cours du soir et les cours de promotion sociale sont des facteurs d'intégration puissants et de transmission de l'idéologie dominante très efficace qu'il s'agirait d'attaquer comme tels.

Déjà à l'école, puis au Lycée et enfin à l'Université, on crée le réflexe d'associer compétence et supériorité. L'ingénieur qui n'a qu'un pouvoir technique va s'efforcer de posséder les signes extérieurs du pouvoir de la technocratie par des résidences secondaires, de belles voitures, de belles femmes, des vacances tapageuses. L'employé, qui ne peut accéder à cette forme de distinction, cherchera à affirmer sa supériorité dans d'autres domaines. Il aura un job, une collection, une spécialité. Les week-ends prolongés et les congés donnés par les administrations permettent de véritables vies parallèles sur lesquelles il est fort difficile d'avoir prise.

Après une telle analyse, il ne faut pas s'étonner de la prise que peuvent avoir les revendications réformistes et la consigne "pas de politique" sur les couches moyennes.

"Pas de politique" : cela signifie en clair que l'on a conscience de la réalité de la lutte des classes ou du moins des conflits qui naissent du fait des contradictions entre le développement des forces productives et les rapports de production ; mais qu'on refuse de considérer le développement de la société sous l'angle des conflits de classe et de

victoire du prolétariat pour adopter l'idéologie dominante qui affirme que le progrès économique va établir progressivement l'égalité sociale. Remettre en question cette idéologie du développement, c'est remettre en cause l'appareil administratif qui a été mis en oeuvre pour réaliser ce développement. La victoire du prolétariat n'impliquera-t-elle pas pour moi le retour à une condition ouvrière ? C'est la question que se pose tout un chacun dans ces couches moyennes.

Le PCF trouve dans les couches moyennes une bonne part de son électorat (je ne dis pas de ses militants). Il vise à la prise en main par une organisation de travailleurs et d'employés de la direction des monopoles et des grandes entreprises. En caricaturant un peu, il s'agit d'une révolte des administrés contre leur administrateur. Le PC propose aux couches moyennes une réforme administrative de l'appareil de production. Il suffit de remplacer la bourgeoisie technicienne et financière actuelle par celle du parti. Mais les rapports de production ne seraient pas remis en cause et encore moins l'idéologie de l'expansion économique et du développement des forces productives qui, à terme, doit établir l'égalité totale de tous devant la consommation.

L'IRRUPTION DES COUCHES MOYENNES DANS LA LUTTE DES CLASSES

Deux fractions des couches moyennes ont fait irruption sur le terrain de la lutte des classes en mai. Auparavant, leur présence était très minoritaire, par l'intermédiaire de groupes dont le but était davantage de rejoindre les rangs du prolétariat international que de mener sur leur propre terrain une lutte révolutionnaire. Or en mai, les étudiants d'une part et les salariés de haute qualification (chercheurs, techniciens, ingénieurs) d'autre part ont joué un rôle essentiel dans le déroulement du mouvement populaire. Notons également que certains secteurs du tertiaire ont connu des grèves dures : banques, grands magasins, assurances.

D'autres que nous ont essayé d'expliquer ce phénomène. Le développement technologique et scientifique du capitalisme, la technocratisation de l'université, renforcée par certaines crises provoquées par les guerres, conduit certaines fractions des couches moyennes, traditionnellement petites bourgeoises, à un développement nouveau. Sans pour autant occuper la même place que le prolétariat au sein des rapports de production, les intérêts objectifs des fractions de ces couches moyennes sont en contradiction par rapport à ceux de la bourgeoisie, notamment du grand capital. Par ailleurs, et nous l'avons analysé, l'élargissement du recrutement universitaire, la mutation de l'organisation capitaliste et la translation du pouvoir au profit des compétences ont profondément marqué ces éléments des couches moyennes.

LES REVENDICATIONS TECHNOCRATIQUES

Déjà avant mai, les fractions des couches moyennes acquises à des positions anti-capitalistes développaient des revendications que l'on pourrait qualifier de technocratiques sinon de modernistes, du type de celles du Colloque Socialiste de Grenoble ou de la Convention de Mitterrand. La revendication d'une meilleure rationalité économique et d'une adaptation des institutions au niveau du développement des forces productives se retrouve d'un bout à l'autre de l'échiquier politique : de Valéry Giscard d'Estaing à Martinet, en passant par Lecanuet et Mendès-France. Une large fraction du PSU est acquise à un programme technocratique qui se dit révolutionnaire parce que plus radical que les autres dans l'effort de rationalisation du système économique mais reste très électoraliste quant aux moyens d'y parvenir. Par ailleurs, cette tendance technocratique ne se pose pas la question de savoir si un certain

nombre de fonctions tertiaires ne sont pas en fait des emplois parasites menacés par le capitalisme pour conserver un certain niveau de consommation et éviter l'inflation du chômage.

Ces revendications technocratiques sont réapparues en mai et ont révélé leur faiblesse. Que peut signifier l'autogestion des banques ou des grands-magasins ou des assurances par leurs salariés ? La gestion paritaire de la sécurité sociale par les employés des caisses et les usagers (syndicats) est une revendication également technocratique. Le développement parasite des banques, des assurances, des chaînes de service et de grandes surfaces de vente est un phénomène capitaliste qui ne peut être accepté comme tel par le mouvement révolutionnaire. Les banques, les assurances et bien d'autres services sont à supprimer purement et simplement au profit d'organismes populaires dont le nombre de salariés sera de beaucoup plus faible. La Sécurité Sociale est une institution à supprimer dans la mesure où l'on doit arriver à la santé gratuite, à la fonctionnarisation des médecins et à la nationalisation de la pharmacie. Les revendications technocratiques des jeunes architectes, des jeunes médecins, des footballeurs, et de certaines professions en mai apparaissent également modernistes dans la mesure où elles ne trouvent pas leur origine dans une réflexion sur le rôle de cette profession dans le système capitaliste. A cet égard, l'intervention des sociologues est fort différente mais ce fut un cas unique, que je sache. La sociologie fut dénoncée comme un instrument d'assimilation à l'idéologie du néo-capitalisme et la seule revendication sérieuse qui pouvait alors être mise en avant ce n'était pas l'aménagement de la profession mais bien sa remise en cause.

L'AUTOGESTION PEUT ETRE UNE REVENDICATION TECHNOCRATIQUE

On pourrait également se demander dans quelle mesure certains essais d'autogestion ne sont pas dus à un processus technocratique plutôt qu'à une prise de conscience révolutionnaire. Ces essais se sont situés dans les usines de blouses blanches et l'initiative a le plus souvent été prise par des techniciens. Le cas de Saclay est particulièrement net : des techniciens lancent des commissions à tous les échelons un des problèmes étudiés est la réorganisation de la Commission à l'énergie atomique ! A Chevire (44), une centrale électrique a continué de distribuer du courant et du gaz pour les hôpitaux, etc. Mais ne fut-ce pas le cas de nombreuses centrales ? Le cas de Chevire n'a été monté en épingle que parce que cette centrale était située à quelque distance de la commune de Nantes. A la CSF de Brest ce sont les revendications de la CFDT qui sont mises en oeuvre : démocratie dans l'entreprise dans une perspective d'autogestion : "gestion de la formation professionnelle, politique contractuelle des promotions ; définition du poste de travail et des attributions ; plan d'évolution du personnel ; contrôle de l'embauche ; contrôle financier de l'établissement et de l'entreprise". Mais jamais, même à leurs débuts, les commissions n'ont remis en cause le droit de propriété des moyens de production de la part de la société ni la hiérarchie des salaires. Bien au contraire, des tribunaux ont jugé des cadres incompetents et leurs dossiers furent déposés sur le bureau de la direction, par les délégués syndicaux.

Le cas des Assurances générales de France et de la Commune de Nantes nous permettra de faire avancer notre analyse. Au départ, un groupe de gauchistes réunit une assemblée générale des employés en proclamant notamment la destitution des directeurs et cadres. De nouveaux responsables seront choisis parmi le personnel en fonction de leur compétence. Ils seront révocables à tout instant. La hiérarchie des salaires est abolie : salaire uniforme. Les propriétés des Assurances de France deviennent propriété de tous les employés. Ces revendications pour radicales qu'elles

soient ne sont cependant pas exemptes d'un certain caractère technocratique et aucune trace d'une remise en question du système des assurances n'est décelable. Mais, au début, ces revendications étaient mises en avant par une minorité de jeunes qui organisèrent les Assurances en conseils de gestion élus. L'entrée des cadres et des dirigeants syndicaux (CFDT notamment) va complètement technocratiser le mouvement : ils prennent la direction des conseils de gestion et les feront évoluer vers des formules de commissions paritaires et des revendications de démocratie dans l'entreprise. Les jeunes se désintéresseront du mouvement qui se bureaucratisera. Dans cet exemple, il faut remarquer que, si le début fut quelque peu technocrate, certaines revendications échappaient cependant à ce cadre.

Cela est encore plus net pour certaines entreprises des environs de Nantes et ce qu'on appelle la Commune de Nantes. Quand les ouvriers de Sud-Aviation (trois délégués syndicaux !) enferment leur patron dans son bureau, ils suppriment par un geste symbolique l'exploitation du capital et par le fait même le travail salarié : "Le capital suppose le travail salarié, le travail salarié suppose le capital. Ils sont la condition l'un de l'autre. Ils se créent mutuellement". (Marx, *Travail salarié et capital*). Le patron supprimé, le capital enfermé et agonisant aux accents de l'Internationale que diffuse un haut-parleur, l'ouvrier transforme le lieu du travail salarié en lieu de fête et en base d'auto-défense. A Nantes, comme dans de nombreux comités d'actions, l'autogestion fut celle des luttes et de l'autodéfense. Les occupations des usines ne sont pas leur prise en main par les ouvriers mais leur transformation en lieu de fête et en forteresse contre les attaques de la bourgeoisie. Les réjouissances qui se déroulèrent dans l'usine Sud-Aviation et les patrouilles de surveillance (pas pour surveiller les machines comme le faisait la CGT, mais pour déceler une éventuelle attaque de l'extérieur) en sont la preuve. De très nombreux exemples pourraient être cités ici et l'occupation des facultés dénote en partie les mêmes motivations. Pour les comités d'action, le ravitaillement est apparu comme une des tâches de l'auto-défense et de l'auto-gestion des luttes. Mais ce fut une infime partie de leur travail dans les villes autres que Nantes : l'auto-gestion des luttes est apparue comme primordiale et c'est de cette expérience unique que de nombreux militants révolutionnaires sont nés. Seule l'autogestion des luttes peut conduire le prolétariat à une prise de conscience révolutionnaire et tant qu'il s'en remettra aux syndicats et aux avants gardes politiques, il restera une masse manoeuvrable, la proie des léninistes, le terrain sur lequel au moindre mouvement de reflux pourra apparaître le stalinisme.

LE DOUBLE POUVOIR OU L'AUTOGESTION DES LUTTES

Les syndicats le savent bien. Eux qui ont fait ce qui était en leur pouvoir pour limiter au maximum le nombre des ouvriers qui occupaient les usines pour les renvoyer purement et simplement chez eux ; eux qui ont transformé l'autodéfense du prolétariat contre les attaques de la bourgeoisie en défense du pouvoir des bureaucraties : barrière des militants CGT contre tous contacts ouvriers-étudiants aux portes des usines, refus de voir se constituer des comités issus de la base ; eux qui ont transformé l'occupation des usines en protection des moyens de production du capital et les portes en instruments de division du mouvement révolutionnaire.

Pour conclure cette analyse, disons que l'irruption de certaines fractions des couches moyennes sur le terrain de la lutte des classes en mai eut pour conséquence l'apparition de revendications technocratiques qui se sont révélées le plus souvent sous le nom d'autogestion. Le mouvement

ouvrier, du moins ses éléments les plus avancés, ne connaissent qu'une seule autogestion : celle de leurs luttes contre la bourgeoisie et de leur autodéfense contre les attaques de celle-ci. Ce ne peut être que dans ce cadre que peuvent se situer certaines prises en main effectives des activités d'une usine par ses propres salariés. La liaison des classes moyennes et du mouvement ouvrier ne peut se faire que par une lutte commune et non par les luttes sur deux fronts différents : celui de l'affrontement à la bourgeoisie et celui de l'affrontement à la bureaucratie du capital. Une seule lutte est à mener contre l'Etat bourgeois et les compétences scientifiques et techniques des classes moyennes peuvent être les atouts indispensables de la victoire du prolétariat.

D'une part, il ne peut y avoir un arrêt total de toutes les activités lors d'une grève générale prolongée : le ravitaillement, les soins, les transports, etc... posent des problèmes qui doivent être résolus immédiatement, ne serait-ce que pour les grévistes et leurs familles. Plus la grève se prolonge, plus la remise en activité de certains secteurs devient nécessaire.

D'autre part, la lutte de la classe dominante contre la grève se précise et devient plus violente à mesure que celle-ci, par sa durée, change progressivement de nature et vise à renverser l'Etat bourgeois. Le pouvoir social bascule tout d'un coup du côté des travailleurs par le simple fait de la remise en route, par eux-mêmes, des activités essentielles à la vie du pays. Dans la mesure où la répression se précise, la lutte elle-même se transforme, amène, elle aussi, des nécessités de remise en route de certains services pour la simple conduite de la grève : radio, presse, transport.

A chacune de ces deux étapes, la présence de l'ensemble des salariés de l'entreprise ou du service est capitale pour la victoire du mouvement.

Pour finir, notons le danger des revendications technocratiques de gestion qui, dans une période de reflux, aboutissent à la "participation". Certaines expériences d'autogestion en mai ont suivi ce processus : CSF de Brest ; Assurances de France, par exemple. Mais ce fut le cas également pour l'ensemble du mouvement. Les travailleurs, nous l'avons dit, ne parlent pas de gestion et pensent qu'ils sont incapables de gérer une entreprise ou la société, si tant est qu'ils se posent de telles questions ou qu'on les leur pose. Les tentatives de gestion répondent à une nécessité profonde de la société capitaliste parvenue à un certain stade de développement des forces productives et de leurs concentrations. La classe dominante qui perçoit ce fait dans le cadre même de la société d'exploitation essaie d'y répondre à l'intérieur de ce cadre. Elle va s'ingénier par des recettes de "participation" de résoudre un conflit insoluble : l'intégration des travailleurs dans l'entreprise est absolument indispensable à la survie de l'entreprise capitaliste mais on ne peut jamais intégrer un travailleur à une activité dont la décision et la finalité lui échappent totalement. De cette contradiction et de la situation objective des couches moyennes pourra naître un mode d'insertion dans la lutte des classes qui leur soit propre et qui, peu à peu, s'éloignera de la tentation technocratique. Celle-ci, en effet, ne supprime pas la contradiction qui existe entre le développement des forces productives et les rapports de production. Le rôle des militants révolutionnaires au sein des couches moyennes est de contribuer à faire éclater ces contradictions : la dénonciation de la participation comme fausse solution et comme mécanisme d'intégration à la classe dominante est une intervention qui doit être faite prioritairement dans les couches moyennes. C'est là le combat essentiel des militants du mouvement révolutionnaire appartenant à ces couches moyennes dont nous avons fait une

approche sociologique et politique et dont il reste encore à préciser le rôle (fut-ce celui de parasite pour certaines professions) dans les rapports de production.

Ph. NAZAIRE